**Prescriptions générales et faisant l’objet du contrôle périodique applicables aux installations classées pour la protection de l’environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791**

Les dispositions de [l’annexe I](http://3643#Annexe_I) sont applicables :

* **Selon l’Article 2****:** aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l’autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l’arrêté préfectoral d’autorisation.
* Selon l’annexe III : aux installations existantes, à compter du 1er janvier 2012, à l’exception des dispositions [du point 2.4](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/3643#Annexe_I_2.4.) et des alinéas 2 et 3 [du point 2.5](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/3643#Annexe_I_2.5.) qui ne sont pas applicables aux installations existantes et des dispositions de [l’alinéa 5.5](http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/3643#Annexe_I_5.5.) qui s’appliquent dans les délais suivant :
* au 1er janvier 2016, si la commune est équipée d’un réseau séparatif
* le 1er janvier de la quatrième année après mise en œuvre d’un tel réseau dans le cas contraire, sans préjudice toutefois d’éventuels règlements locaux pris par la commune ou les collectivités locales notamment.

**Annexe I de l’arrêté du 23 novembre 2011**

| **Prescription** | **Dispositions site** | **Conformité** |
| --- | --- | --- |
| **2. Implantation. – Aménagement**  **2.1. Efficacité énergétique**  L’exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d’énergie. |  | oui |
| **2.2. Intégration dans le paysage**  L’exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l’esthétique du site. L’ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...). | site arboré | oui |
| **2.3. Locaux habités ou occupés par des tiers ou habités au-dessus de l’installation**  L’installation ne surmonte pas et n’est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d’habitation. |  | oui |
| **2.5. Accessibilité**  L’installation est ceinte d’une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée.  *Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel.*  *Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter.*  Ces heures de réception sont indiquées à l’entrée de l’installation.  L’installation doit être accessible pour permettre l’intervention des services d’incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelles si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.  Une des façades de chaque bâtiment est équipée d’ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.  **Objet du contrôle :** - présence d’une clôture ; - présence sur au moins une façade d’une voie-engin ou voie-échelle, si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie. | Le site est entièrement clôturé (poteaux et grillage + portail)  le site est accessible pour les pompiers / voir entrée des camions du site  la voie fait le tour du bâtiment principal d’exploitation (<8 m de haut) | oui |
| **2.6. Ventilation**  Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux doivent être convenablement ventilés, notamment pour éviter tout risque d’atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l’atmosphère de la ventilation est placée aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d’aspiration d’air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.  La forme du conduit d’évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l’atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l’ascension et la dispersion dans l’atmosphère (par exemple l’utilisation de chapeaux est interdite). | Bâtiment totalement ouvert en façade, donc ventilé de façon naturelle. | oui |
| **2.7. Installations électriques**  L’exploitant tient à la disposition de l’inspecteur des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueurs, entretenues en bon état et vérifiées. | installations électriques contrôlées périodiquement par un organisme tiers | oui |
| **2.8. Mise à la terre des équipements**  Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la réglementation et aux normes NF C 15-100 (version compilée de 2009) et NF C 13-200 de 1987 et ses règles complémentaires pour les sites de production et les installations industrielles, tertiaires et agricoles (normes NF C 13-200 de 2009). | les équipements sont mis à la terre | oui |
| **2.9. Rétention des aires et locaux de travail**  Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.  Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux. Les matières sont traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.  **Objet du contrôle :** - étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ; - les aires et locaux peuvent recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple) (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure). | Sol en béton (voir voirie lourde camion).  Rétention étanche au droit de la zone de stockage des déchets métalliques humides, collecte des égouttures dans cuve de décantation, évacuation des boues de décantation vers filière déchets adaptée, surnageant traité dans un séparateur d’hydrocarbures,  Eaux de ruissellement sont collectées dans les caniveaux, envoyées dans des séparateurs d’hydrocarbures | oui |
| **2.10. Cuvettes de rétention**  Tout stockage de produits et de déchets susceptibles de créer une pollution de l’eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n’est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L’étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.  Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l’exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu’elle pourrait contenir et résister à l’action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d’obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.  Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.  Cette disposition ne s’applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu’elle pourrait contenir et résiste à l’action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d’obturation qui est maintenu fermé.  L’étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.  Les produits récupérés en cas d’accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.  **Objet du contrôle :** - présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ; - vérification du volume des cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d’une non conformité majeure) ; - étanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures) - étanchéité des cuvettes de réservoirs si le stockage est au-dessous du niveau du sol ; - présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble. | Cuve fioul de 15000 litres, enterrée simple enveloppe disposée dans une rétention bétonnée largement dimensionnée pouvant contenir 100% du volume de stockage. | oui |
| **2.11. Isolement du réseau de collecte**  Des dispositifs permettant l’obturation des réseaux d’évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d’extinction d’un sinistre ou l’écoulement d’un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.  Objet du contrôle : - présence de dispositifs d’obturation des réseaux d’évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d’extinction d’un sinistre ou l’écoulement d’un accident de transport ; - contrôle de leur fonctionnement. | le site dispose d’une vanne de fermeture placée avant le point de rejet dans le milieu naturel / en cas de sinistre, les eaux souillées (incendie / déversements) sont confinées sur le site | oui |
| **3. Exploitation. – Entretien**  **3.1. Surveillance de l’exploitation**  L’exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d’une personne nommément désignée par l’exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l’installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés et des déchets stockés, triés, regroupés dans l’installation. | Une personne surveille en permanence toutes les opérations réalisées sur le site. Un remplaçant en cas de maladie ou d’absence est prévu | oui |
| **3.2. Contrôle de l’accès**  Les personnes étrangères à l’établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations. |  | oui |
| **3.3. Connaissance des produits. – Etiquetage**  L’exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits présents dans l’installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s’il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l’étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.  **Objet du contrôle :** - présence des fiches de données de sécurité ; - présence et lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages. |  | oui |
| **3.4. Propreté**  Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de produits dangereux ou de déchets et de poussières.  Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. | Rangement et nettoyage quotidien |  |
| **3.5. Etat des stocks de produits dangereux**  L’exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d’incendie et de secours et consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.  La présence dans l’installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l’exploitation.  **Objet du contrôle :** - présence de l’état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux à jour. | Le site dispose d’un registre pour les déchets dangereux. | oui |
| **3.6. Consignes d’exploitation**  Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l’objet de consignes d’exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage.  Ces éléments sont consignés dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - présence de chacune des consignes. | modes opératoires, tableau de vérification des installations,  procédure de maintenance et entretien des installations tenues à disposition | oui |
| **3.7. Envols**  L’installation met en œuvre des dispositions pour empêcher les envols de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement. | les big bag sont fermés (recouvert par une protection en plastique) | oui |
| **4. Risques**  **4.1. Localisation des risques**  L’exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l’installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d’être à l’origine d’un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l’environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l’installation.  L’exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l’installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.  L’exploitant doit disposer d’un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.  Le plan et les justificatifs du zonage sont consignés dans le rapport " installations classées " prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - présence du plan indiquant les différentes zones de danger ; - présence d’une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan. | un plan de zonage des risques est disponible sur informatique (voir EDD) | oui |
| **4.2. Moyens de lutte contre l’incendie**  Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d’un incendie.  L’installation doit être équipée de moyens de lutte contre l’incendie appropriés aux risques, notamment : - d’un ou de plusieurs appareils d’incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d’eau, bassins, citernes, etc., d’une capacité en rapport avec le danger à combattre ; - d’extincteurs répartis à l’intérieur des locaux et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d’extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d’un moyen permettant d’alerter les services d’incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l’intervention des services d’incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d’un système d’alarme incendie ; - de matériels de protection adaptés.  Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - présence d’un ou de plusieurs appareils d’incendie ou de réserves d’eau ; - présence des plans des locaux facilitant l’intervention des services d’incendie et de secours ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d’un an. | présence d’un poteau incendie (120 m3/h) à l’entrée du site,  réserve incendie interne au site (300 m3),  présence d’extincteurs répartis sur le site  vérification périodique assurée  formation extincteurs pour les opérateurs  attestation de formation disponible  présence d’un registre de sécurité consignant les dates de vérifications  présence de poteaux incendie à proximité immédiate du site (face à l’entrée des camions) | oui |
| **4.3. Matériels utilisables en atmosphères explosibles**  Dans les parties de l’installation visées au point 4.1 et recensées "atmosphères explosibles", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l’exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.  Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d’inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l’action des produits présents dans la partie de l’installation en cause.  **Objet du contrôle :** - présence des justificatifs attestant que le matériel en question est bien conforme aux prescriptions du décret du 19 novembre 1996. | pas de zonage ATEX recensé par l’exploitant | étude Atex à faire |
| **4.4. Interdiction des feux**  Dans les parties de l’installation, visées au point 4.1, présentant des risques d’incendie ou d’explosion, il est interdit d’apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l’objet d’un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.  **Objet du contrôle :** - affichage visible de l’interdiction de feu dans les zones à risques. | voir interdiction de fumer  + interdiction d’apporter une flamme nue | oui |
| **4.5. Permis d’intervention - Permis de feu " dans les parties de l’installation visées au point 4.1**  Dans les parties de l’installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d’aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d’une flamme ou d’une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu’après délivrance d’un " permis d’intervention " et éventuellement d’un " permis de feu " et en respectant les règles d’une consigne particulière.  Le " permis d’intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l’exploitant ou par la personne qu’il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d’intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l’installation, doivent être cosignés par l’exploitant et l’entreprise extérieure ou les personnes qu’ils auront nommément désignées.  Après la fin des travaux et avant la reprise de l’activité, une vérification des installations doit être effectuée par l’exploitant ou son représentant.  **Objet du contrôle :** - présence d’une consigne particulière. | permis de feu en place | oui |
| **4.6. Consignes de sécurité**  Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d’application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : - l’interdiction d’apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l’installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ; - l’obligation du "permis d’intervention" ou du "permis de feu" pour les parties de l’installation visées au point 4.1 ; - les procédures d’arrêt d’urgence et de mise en sécurité de l’installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les précautions à prendre avec l’emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d’extinction à utiliser en cas d’incendie ; - la procédure d’alerte avec les numéros de téléphone du responsable d’intervention de l’établissement, des services d’incendie et de secours, etc. ; - les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d’isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ; - l’obligation d’informer l’inspection des installations classées en cas d’accident.  Ces consignes sont conservées dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - affichage visible des consignes de sécurité. | voir consignes de sécurité  voir affichage | oui |
| **5. Eau**  **5.1. Compatibilité avec le SDAGE**  Les conditions de prélèvement et de rejets liés au fonctionnement de l’installation sont compatibles avec les objectifs du SDAGE. | pas d’incompatibilités avec le SDAGE | oui |
| **5.2. Connexité avec des ouvrages soumis à la nomenclature eau**  Si des ouvrages liés au fonctionnement de l’installation nécessitent au titre de la loi sur l’eau une autorisation, ils font alors l’objet d’une instruction séparée, sauf si les dispositions spécifiques à appliquer à ces ouvrages figurent dans la présente annexe. | SO |  |
| **5.3. Prélèvements**  Le raccordement à une nappe d’eau ou au réseau public de distribution d’eau potable doit être muni d’un dispositif évitant en toute circonstance le retour d’eau pouvant être polluée.  L’usage du réseau d’eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d’entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.  Les installations de prélèvement doivent être munies d’un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé du totalisateur est effectué au minimum une fois par mois, et est porté sur un registre consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - en cas d’installations de prélèvement d’eau, présence des enregistrements des relevés de mesures ; - présence d’un dispositif antiretour en cas de raccordement à une nappe ou au réseau public. | adduction d’eau potable par le service communal  (pas de puits, pas de forage…)  Présence d’un compteur  présence d’un clapet anti retour | oui |
| **5.4. Consommation**  L’exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l’exploitation des installations pour limiter la consommation d’eau. | relevés mensuels de consommation | oui |
| **5.5. Réseau de collecte**  Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d’isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d’être polluées.  Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible. Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d’échantillons et l’installation d’un dispositif de mesure du débit.  Objet du contrôle : - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan). | réseaux séparatifs / voir plan | oui |
| **5.6. Rejets**  Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavages de véhicules...). Tout rejet d’effluent liquide, non prévu au présent chapitre ou non conforme à leurs dispositions (chapitre 5.5 du présent arrêté), est interdit.  A l’exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d’établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur. | tous les effluents aqueux sont canalisés (voir réseau EP de voirie traitées par un séparateur)  voir bassin de confinement en cas de sinistre | oui |
| **5.7. Valeurs limites de rejet**  Sans préjudice de l’autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d’eaux résiduaires doivent faire l’objet, si besoin, d’un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d’autres effluents :  a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d’assainissement collectif : - pH : 5,5-8,5 ; - température : < 30 °C.  b) Dans le cas de rejet dans un réseau d’assainissement collectif muni d’une station d’épuration : - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l  Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l’autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.  c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d’assainissement collectif dépourvu de station d’épuration) : - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l.  d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d’assainissement collectif urbain : - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOx : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l.  Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.  Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l’environnement selon les méthodes de référence précisées dans l’arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l’installation et constitué, soit par un prélèvement continu d’une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d’une demi-heure. En cas d’impossibilité d’obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d’épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.  Les polluants visés au point présent qui ne sont pas susceptibles d’être émis par l’installation, ne font pas l’objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l’exploitant tient à la disposition de l’inspection des installations classées les éléments techniques permettant d’attester l’absence d’émission de ces produits par l’installation.  Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d’eau.  Les résultats sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - présence des résultats des mesures selon la fréquence et sur les paramètres décrits ci-dessus ou, en cas d’impossibilité d’obtenir un échantillon représentatif, évaluation des capacités des équipements d’épuration à respecter les valeurs limites d’émissions applicables ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d’émissions applicables (le nonrespect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ; - les résultats sont consignés dans le dossier installation classée. | Les eaux de ruissellement passent par un séparateur pour traitement / analyses périodiques des eaux de rejet / les analyses sont d’ores et déjà prescrites par l’AP.  Pas de rejets dans le réseau communal.    Les paramètres d’analyses cités sont analysés (voir convention de rejet) | oui |
| **5.8. Interdiction des rejets en nappe**  Le rejet direct ou indirect, même après épuration des eaux résiduaires, dans une nappe souterraine est interdit. | SO |  |
| **5.9. Prévention des pollutions accidentelles**  Des dispositions doivent être prises pour qu’il ne puisse pas y avoir en cas d’accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L’évacuation des effluents recueillis selon les dispositions du point 2.11 doit se faire soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. | Un bassin de confinement placé en aval des activités et des stockages et, en amont du point de rejet communal permet de contenir tout potentiel sinistre (voir incendie et/ou déversements) | oui |
| **5.10. Epandage**  L’épandage des déchets et des effluents est interdit. | SO | oui |
| **6. Air - Odeurs**  **6.1. Captage et épuration des rejets à l’atmosphère**  Les parties de l’installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières ou de polluants (transport par tapis roulant, broyage, autres manipulation formant des poussières ou des dégagements gazeux...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières.  Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d’aspiration d’air frais et ne comportent pas d’obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d’orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvements en vue d’analyse ou de mesure. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejets sont en nombre aussi réduits que possible.  Si la circulation d’engins ou de véhicules dans l’enceinte de l’installation entraîne de fortes émissions de poussières, l’exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières. | traitement des rejets atmosphériques par un dépoussiéreur humide et un dépoussiéreur à manches. | oui |
| **6.2. Valeurs limites et conditions de rejet**  Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa), après déduction de la vapeur d’eau (gaz sec), et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3.  Les valeurs limites d’émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d’effluents gazeux n’ayant pas subi de dilution autre que celles éventuellement nécessitées par les procédés utilisés.  L’installation est équipée de dispositifs de capotage, de captage et d’aspiration adaptés aux risques et permettant de respecter les valeurs limites d’émission précisées dans ce point.  L’exploitant de l’installation réalise une évaluation des émissions, à la mise en service de l’installation, pour chacun des polluants suivant. Cette évaluation est consignée dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.  Les valeurs ne dépassent pas les limites suivantes :  a) Poussières : - si le flux horaire est inférieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l’atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/Nm3 de poussières ; - si le fluxhoraire est supérieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l’atmosphère ne contiennent pas plus de 40 mg/Nm3 de poussières.  b) Composés organiques volatils : - si le flux horaire est supérieur à 2 kg/h, les gaz rejetés à l’atmosphère ne contiennent pas plus de 110 mg/Nm3. Dans le cas de l’utilisation d’une technique d’oxydation pour l’élimination des COV, la valeur limite d’émission en COV exprimée en carbone total est de 50 mg par m3 si le rendement d’épuration est supérieur à 98 %.  **Objet du contrôle :** - présence des résultats des mesures faites par l’exploitant (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d’émission applicables (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ; - les résultats sont consignés dans le dossier installation classée. | Vérification périodique de la conformité des rejets.  Rapports d’auto surveillance tenus à disposition de l’administration. | oui |
| **6.2.1. Odeurs**  L’installation doit être équipée de dispositifs spécifiques pour ne pas être à l’origine de gaz odorants, susceptibles d’incommoder le voisinage ou de nuire à la santé.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux et entrepôts de l’installation opérant un traitement, sont aérés et ventilés. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression d’air est créée, associée à l’aspiration de l’air du bâtiment, Un traitement de l’air vicié est opéré avant tout rejet à l’atmosphère.  Lorsqu’il y a des sources potentielles d’odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à ne pas occasionner de gêne pour le voisinage.  Les produits ou déchets susceptibles d’être à l’origine d’émissions d’odeurs sont entreposés dans des conteneurs fermés. | les déchets traités ou en négoce ne présentent pas d’odeurs perceptibles,  Les phases de traitement ne génèrent pas d’odeur. | oui |
| **6.3. Surveillance par l’exploitant de la pollution rejetée**  Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants mentionnés au point 6.2 est effectuée dans l’année qui suit la mise en service de l’installation puis tous les trois ans, selon les méthodes normalisées en vigueur.  Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l’environnement.  Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l’installation.  Les résultats de ces mesures sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4. | SO | oui |
| **7. Déchets**  **7.1. Déchets produits par l’installation**  Les déchets produits par l’installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).  Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l’environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l’environnement.  Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour.  Ce registre est consigné dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.  L’exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu’il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d’en justifier le traitement. | Les déchets produits sont les résidus (métalliques ou non) non valorisables, les égouttures, les emballages souillés ou non (big bag, fûts,…), palettes usagées, les EPI usagés, autres (bidons vides, aérosols vides) ; il s’agit de déchets dangereux ou non.  Ils sont éliminés dans une installation dûment autorisée  un bordereau de suivi du déchet sera systématiquement émis, conservés et à disposition de l’inspection  un registre des déchets produits est tenu à jour | oui |
| **7.2. Déchets entrants dans l’installation**  Seuls pourront être acceptés dans l’installation les déchets non dangereux, aucun déchet non dangereux ne devra être accepté sur l’installation. | demande d’autorisation sous rubrique 2790 | oui |
| **7.2.1. Admission des déchets**  Avant réception d’un déchet, une information préalable doit être communiquée à l’exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.  L’installation doit être équipée d’un moyen de pesée à l’entrée du site et chaque apport de déchets fait l’objet d’un mesurage. À défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu’il apporte.  Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.  L’exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. | Les Bordereau de suivi des déchets tracent les volumes admis  un registre des entrants est tenu à jour | oui |
| **7.2.2. Registre des déchets entrants**  L’exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.  Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes : - la date de réception ; - le nom et l’adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l’article R. 541-8 du code de l’environnement) ; - l’identité du transporteur des déchets ; - le numéro d’immatriculation du véhicule ; - l’opération subie par les déchets dans l’installation et le code correspondant.  Ce registre est consigné dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - présence du registre des déchets entrant tenu à jour(le non-respect de ce point relève d’une non conformité majeure). | un registre des déchets entrants est tenu à jour | oui |
| **7.2.3. Entreposage**  Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).  Les déchets susceptibles d’être à l’origine de dégagements gazeux doivent être stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression est créée, associée à l’aspiration de l’air du bâtiment, Un traitement de l’air vicié devra être opéré avant tout rejet à l’atmosphère. La durée de stockage de ces déchets ne doit pas dépasser une semaine.  La durée d’entreposage des autres déchets sur l’installation ne dépasse pas un an.  L’entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.  **Objet du contrôle :** - le cas échéant, les déchets susceptibles d’émettre des dégagements gazeux sont stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé. | Les déchets entrants sont stockés en big bag sur la dalle extérieure bétonnée  Les déchets métalliques humides (huileux) sont stockés à l’abri sous un auvent et sur rétention (collecte des égouttures) Les déchets reçus ne génèrent pas de dégagements gazeux | oui |
| **7.3. Réception et traitement des déchets dans l’installation**  **7.3.1. Réception**  L’installation comporte une aire d’attente, à l’intérieur du site.  Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d’ouverture de l’installation.  Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).  **Objet du contrôle :** - l’installation comporte une aire d’attente ; - les déchets sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution. | Il n’y a aucun apport volontaire sur le site ; Les livreurs doivent se présenter à l’accueil,  Le déchargement des camions est réalisé par le personnel du site  L’entreposage des déchets entrants est réalisé également par le personnel (stockage sur dalle bétonnée ou sous auvent selon le type de déchets) | oui |
| **7.3.2. Traitement**  Les différentes aires de traitement des déchets sont distinctes et clairement repérées.  **Objet du contrôle :** - les différentes aires de traitement des déchets sont distinctes. | Installation distincte pour le broyage, le tamisage, le bouletage… | oui |
| **7.4. Déchets sortants de l’installation**  **7.4.1. Déchets sortants**  L’exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l’environnement. Il s’assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires. | Les résidus non valorisables seront éliminés comme déchet. Le pesage des big bag est tracé sur les BSD (voir par les exutoires). Les filières sont systématiquement munies des autorisations requises | oui |
| **7.4.2. Registre des déchets sortants**  L’exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement des déchets sortants du site.  Ce registre est consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.  Pour chaque chargement, le registre des déchets et des produits issus du traitement des déchets contient les informations suivantes : - la date de l’expédition ; - le nom et l’adresse du repreneur ; - la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l’article R. 541-8 du code de l’environnement) ; - le cas échéant, la nature et la quantité de produits issus du traitement des déchets ; - l’identité du transporteur ; - le numéro d’immatriculation du véhicule ; - le lieu de destination des déchets ou des produits issus du traitement des déchets.  **Objet du contrôle :** - présence du registre des déchets sortants tenu à jour (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure). | un registre des déchets sortants est tenu à jour | oui |
| **7.5. Brûlage**  Le brûlage des déchets à l’air libre est interdit. | SO |  |
| **7.6. Transports**  Le transport des déchets doit s’effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s’il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortant du site devront être couverts d’une bâche ou d’un filet. L’exploitant s’assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions. | transport en big bag / fûts / bennes étanches | oui |
| **8. Bruit et vibrations**  L’exploitant réduit autant que possible les émissions sonores dues à l’installation.  **8.1. Valeurs limites de bruit**  Au sens du présent arrêté, on appelle :  **Emergence** : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l’absence du bruit généré par l’installation) ;  **Zones à émergence réglementée** : - l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ; - les zones constructibles définies par des documents d’urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ; - l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l’exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.  Pour les installations existantes, déclarées au plus tard quatre mois avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.  L’installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l’origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.  Les émissions sonores émises par l’installation ne doivent pas être à l’origine, dans les zones à émergence réglementée, d’une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :   |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)** | **Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés** | **Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés** | | supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) | 6 dB (A) | 4 dB (A) | | supérieur à 45 dB (A) | 5 dB (A) | 3 dB (A) |   De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l’installation ne doit pas dépasser, lorsqu’elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.  Dans le cas où le bruit particulier de l’établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l’annexe de l’arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l’environnement par les installations classées pour la protection de l’environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d’apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l’établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.  Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d’un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations doit respecter les valeurs limites ci-dessus. | L’installation de traitement ne génère pas de bruit.  Les sources sonores les plus importantes sont liées à la circulation des charriots lors des opérations de chargement/déchargement des camions. | oui |
| **8.2. Véhicules - Engins de chantier**  Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l’intérieur de l’installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.  L’usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d’incidents graves ou d’accidents. | charriots élévateurs vérifiés | oui |
| **8.3. Vibrations**  Les règles techniques applicables sont fixées à l’annexe II. | pas de vibration |  |
| **8.4. Surveillance par l’exploitant des émissions sonores**  L’exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l’installation permettant d’estimer la valeur de l’émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l’arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l’installation sur une durée d’une demi-heure au moins.  Une mesure du niveau de bruit et de l’émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.  Ces mesures sont consignées dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.  **Objet du contrôle :** - présence des résultats des mesures faites par l’exploitant ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d’émission applicables (le nonrespect de ce point relève d’une non-conformité majeure). | rapport de mesures des émissions sonores disponible (<3ans) + respect des valeurs de l’arrêté du 23 janvier 1997 et de l’AP (un point de mesure a dépassé la valeur limite de 70 dB en limite de propriété (bruit des charriots – alarme de recul – lors des opérations de manutention) | oui |
| **9. Remise en état en fin d’exploitation**  Outre les dispositions prévues au point 1.7, l’exploitant remet en état le site de sorte qu’il ne s’y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier : - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont évacués et traités dans des installations dûment autorisées ; - les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées.  Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Les produits utilisés pour la neutralisation recouvrent toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l’affaissement du sol en surfaces. | (voir avis du maire sur les conditions de remise en état du site) | oui |